n°109

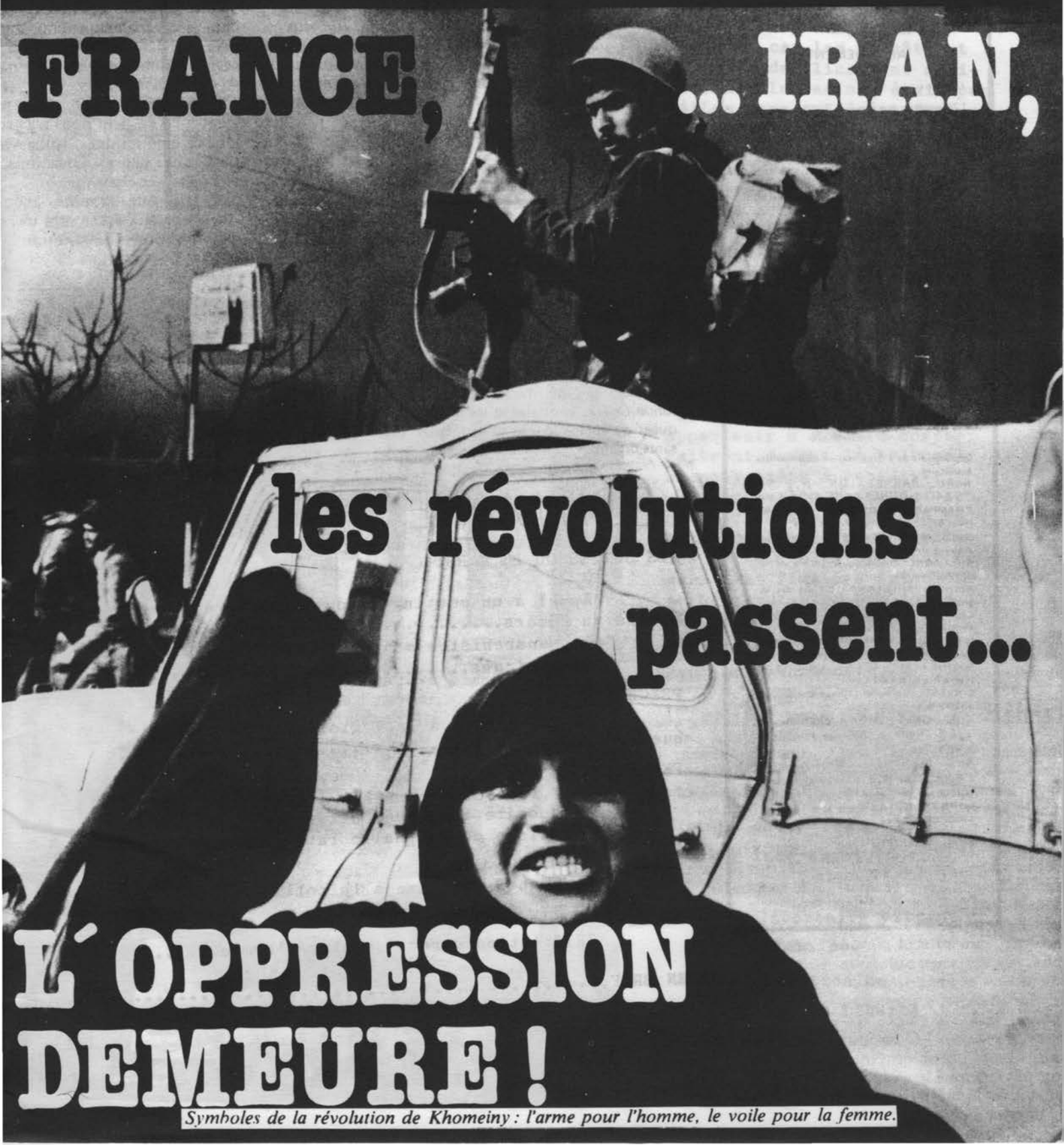
front libertaire

23 Avril 1979

4fr

des luttes de classe

édité par l'Organisation Communiste Libertaire



FRANCE, ... IRAN, les révolutions passent...

L'OPPRESSION DEMEURE !

Symboles de la révolution de Khomeiny : l'arme pour l'homme, le voile pour la femme.

front libertaire
des luttes de classe

Édité par
l'Organisation Communiste Libertaire
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
Tel. 370 46 86
Permanence : tous les jours de 14 à 19 h

Directeur de publication : G. SEBBAH
Dépôt légal 42 447 Com. par. 51613
Imprimerie Edit 71
9, rue A. Metivier 75020 Paris
Tel. 636 89 09

* * * * *

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros plis ouverts	40 F
Soutien	65 F
Plis fermés	80 F
24 numéros plis ouverts	80 F
Soutien	130 F
Plis fermés	160 F
Abonnement de diffusion	
5 ex. pendant 10 n°	145 F
10 ex. pendant 10 n°	290 F
5 ex. pendant 1 an	290 F
10 ex. pendant 1 an	500 F
Etranger	
24 numéros plis ouverts	100 F
Soutien	150 F
Plis fermés	180 F

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres

C.C.P. FRONT LIBERTAIRE — 11 087 40 La Source

Secrétariats de l'Organisation Communiste Libertaire :
NORD : BARBEILLON B.P 52 59240 DUNKERQUE
CHAMPAGNE ARDENNES : Annie Moreau, BP 1275, 51060 Reims Cedex
OUEST NORMANDIE : F.L. c/o La Taupe 2 quai Lalande, 72000 Le Mans
BRETAGNE : Dieudonne MOISAN, BP 18, 22220 Treguier
REGION PARISIENNE : 33 rue des Vignoles, 75020 Paris
CENTRE : La Commune, BP 1228 45002 Orleans Cedex
BOURGOGNE FRANCHE COMTE : Nestor, BP 1064, 21025 Dijon Cedex
RHONE ALPES : OCL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
SUD EST : Germinal, 19 rue des Suisses, 13200 Arles
SUD-OUEST : MOKA c/o Librairie « L'Étincelle », 50, rue Pasteur — 64000 Pau
SUD (CENTRE) : Fédération de l'Aude, B.P. 128 — 11000 Carcassonne.
NORMANDIE : A.S.T.V.E.M.U., BP 170, 14008 Caen Cedex
OCL Aix-enProvence : Philippe PORTET - BP 357 13617 Aix-en-Provence

Pour tout contact s'adresser directement au secrétariat régional

SOUSCRIPTION FL

montant ; .....
ville ; .....

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

PROFESSION

CHEQUES A L'ORDRE DE « *Front Libertaire* »

INFORMATION AUDE :

Les gens isolés ou non, intéressés par des régionales de sympathisants sur les cantons suivants :
– Limouxin et Razès
– Carcassonnais et Lauragais
– Lézignan/Corbières, Narbonne et Corbières.
sont priés de s'informer auprès de la *Fédération de l'Aude - B.P. 128 11 000 Carcassonne Cedex*. Les dates et les lieux des différentes réunions ne leur seront communiquées qu'après réponse au secrétariat. Cette réunion est ouverte à tous les sympathisants organisés ou non !.

SOMMAIRE :

LES SUITES DU 23 MARS:

Appel à un meeting desoutien aux emprisonnés du 23mars.....3
Les anarchistes mentent aussi.....4
Communiqués.....5

PSYCHIATRIE/

Le CEEPP face à la législation psychiatrique.....6

FEMMES:

Iran,larévolution reste à faire.....8
Secondaire,vous avez dit secondaire.....9
Chronique de la phallocratie au quotidien.11

REPRESSION:

De l'anti-fascisme à la collaboration.....11

ARMEE:

GRIT:Action directe contre l'armée.....13

EN BREF.....14

CONTRE LES PRISES D'OTAGE DE L'ETAT : MEETING LE 23

Denain, Longwy, Nantes, Caen, St-Nazaire, Marseille, Paris... la violence est à l'ordre du jour de la lutte de classe.
Face à cette nouvelle réalité, la C.G.T. organisait le 23 mars « UNE MARCHE NATIONALE SUR PARIS », ou plutôt un cortège funèbre national pour la lutte des sidérurgistes (comme pour les P.T.T. en 1974). Pour être à la hauteur des exigences des luttes, c'est-à-dire les récupérer, il fallait mettre le paquet, d'où une propagande bizarrement soixante-huitarde associée au discours nationaliste du P.C.-C.G.T. (la C.F.D.T. quand à elle, ne cherche même plus à faire semblant).

Mais pour beaucoup, cette marche pouvait être l'occasion d'une convergence des luttes et des affrontements au pouvoir. FACE A LA RESTRUCTURATION CAPITALISTE, NOUS SOMMES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX, LAISSES POUR COMPTE : chômeurs ou futurs chômeurs (lycéens, étudiants), licenciés ou en passe de l'être (sidérurgie aujourd'hui, tertiaire demain), travailleurs précaires (intérim, immigrés, travail au noir).
Pour tous ceux-là, l'Etat n'a qu'une réponse : la répression et la criminalisation des luttes et des comportements.

L'EUROPE DU CAPITAL, c'est aujourd'hui l'Europe des prisons. En Irlande on laisse crever les révolutionnaires au bagne de Long Kesh, en Allemagne on suicide dans les prisons, l'Espagne démocratique torture ses prisonniers, en Italie c'est la chasse aux sorcières autonomes, en France 200 prisonniers politiques, 4 ans de prison pour une vitrine cassée.

Mais revenons au 23. Que s'est-il passé ?
Dès le matin à Pantin, avec les sidérurgistes de Longwy s'était constitué un pôle offensif qui allait regrouper un millier de personnes à République.
Malgré plusieurs tentatives de son service d'ordre, la C.G.T. n'est pas parvenue à isoler et disloquer cette partie du cortège. C'est pourquoi dès République, à l'appel des chefs cégétistes, les flics vinrent à la rescousse, chargeant cette partie de la manif. L'effet fut inverse à celui escompté, et ce malgré les ratonades du S.O. C.G.T., qui alla jusqu'à livrer des manifestants aux flics : à Opéra et jusqu'à la Gare de l'Est, des milliers de personnes se regroupaient, participaient aux événements comme acteurs, ou comme spectateurs bienveillants.

Qui étaient ces émeutiers ? Pas seulement l'autonomie parisienne, mais des jeunes (lycéens, sidérurgistes, immigrés), des travailleurs du tertiaire, des syndiqués de base C.G.T., C.F.D.T., des gauchistes en perdition et d'ex-militants ou sympathisants révolutionnaires qu'on n'avait vus depuis longtemps. C'est dans la rue, sur le terrain de la violence et de l'affrontement à l'Etat que l'unité s'est faite réellement.

PROVOCATION POLICIERE ?

De l'extrême-gauche à l'extrême-droite tous ont eu peur de cette unité. C'est pourquoi les médias ont pu mettre en avant la thèse cégétiste de la provocation policière. Il y avait effectivement des flics déguisés (comme dans toutes les manifs d'ailleurs) mais leur mission essentielle, bien remplie d'ailleurs, était de suppléer aux carences du S.O. syndical en arrêtant les manifestants isolés. Si certains flics ont occasionnellement cassé des vitrines, c'est pour permettre à l'Etat de minimiser la portée de l'affrontement en réduisant à une manipulation policière la réalité de cette violence de masse.

LA REPRESSION

160 interpellés, 37 inculpés dont 32 en flagrant délit. De lourdes peines de prison. Pour qui ?

Essentiellement des jeunes (lycéens, chômeurs, pions, personnel hospitalier, métallo, coursier...), CES CAMARADES sont des otages du pouvoir, qui trinquent pour tous ceux qui ont participé aux affrontements.

NOUS SOMMES TOUS DES INCULPES EN PUISSANCE.

QUELLE DEFENSE ?

Certains avocats ont choisi de plaider la thèse de la provocation policière. Cette attitude ne fait qu'enfoncer nos camarades dans la logique voulue par les médias et les isole du mouvement social, car elle s'appuie sur une éventuelle mobilisation des réformistes (ceux-là même qui ont appelé à la répression) aujourd'hui illusoire comme l'a montré l'affaire Croissant.

Quant à nous, nous manifesterons notre soutien politique à tous les inculpés (innocents ou pas), en revendiquant la légitimité de la violence et en liant la lutte contre la répression au développement des luttes sur nos besoins, base de la recomposition et du renforcement du mouvement révolutionnaire.

C'est pourquoi nous appelons à :

MEETING
MUTUALITE LUNDI 23 AVRIL 20 H 30

– CONTRE INFORMATION SUR LE 23 MARS ;
– MOBILISATION POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES ;
– BILAN ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT SOCIAL.

Ce meeting est organisé à l'initiative de : la Coordination autonome parisienne, l'Organisation Communiste Libertaire, divers collectifs autonomes et libertaires, des inorganisés.

A propos du
les anarchistes mentent aussi

A PROPOS DE L'ARTICLE DE MAURICE JOYEUX PARU LE JEUDI 5 AVRIL DANS LE NUMÉRO 308 DU « MONDE LIBERTAIRE » SOUS LE TITRE : DOUZE MILITANTS DE LA FA DEVANT LA 23e CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

On aurait pu s'attendre, devant le caractère de violence collective à laquelle participèrent plusieurs milliers de manifestants dont de nombreux sidérurgistes de Longwy et de Denain lors de la manif du 23 mars à Paris, que le *Monde Libertaire* s'en félicite et tente d'en montrer les différentes composantes de classe et de relater avec exactitude ce qui s'y était passé. C'est ce que *Front Libertaire* a fait dans son supplément de six pages. Mais notre attente a été totalement déçue et c'est même avec colère que nous avons dû lire l'article de M. Joyeux. Dans ce texte, la seule précision qui apparaît au sujet de la composition sociale des gens qui se bagarrèrent étant, comme par hasard, celle désignant les étudiants. Il nie donc, par son silence, la présence importante des sidérurgistes, mais aussi celle des travailleurs précaires ou pas et des chômeurs dans les affrontements. Suivant la voie tracée par la presse bourgeoise, il ne met l'accent que sur l'intervention des autonomes dans les termes suivants :

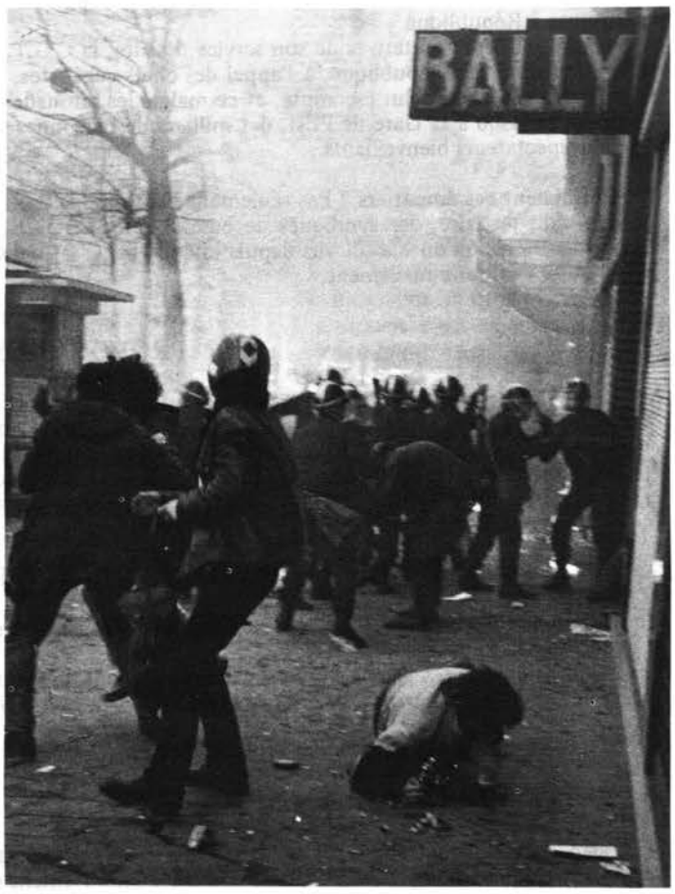
« Étranges également ces manifestations d'autonomes. Réunis par petits paquets, ils se regroupent rapidement, agissent, laissent les loubards, les jeunes gens énervés et les passants curieux essuyer les plâtres et fournir le matériau à une répression qui rassurera la bourgeoisie. Je ne critique pas, c'est leur affaire, je constate simplement, en mettant en garde nos militants pour qu'ils ne soient pas les ratons de la fable qui tirent pour d'autres les marrons du feu. Quelle que soit notre opinion sur cette tactique, on est bien obligé de reconnaître qu'elle fournit des arguments à ceux qui parlent de provocation, et les communistes, pour dégager leur « responsabilité » devant le bon peuple et affermir leur réputation d'hommes aptes à gouverner les foules, n'ont pas manqué de se servir d'un accident banal, un flic en civil dans la manifestation, pour accréditer ce thème qui leur est cher et qui consiste à accuser tous leurs opposants d'extrême-gauche d'être des provocateurs ».

Voilà comment, avec une parcelle de vérité, on peut fabriquer un gros mensonge. En effet, dans la manif, les flics en civil, qui opèrent la plus grande partie des arrestations, n'avaient aucune prise sur des groupes bien organisés, composés en général d'une dizaine de camarades. Ils étaient réduits totalement à l'impuissance devant les centaines de sidérurgistes qui affrontaient les CRS par contre, il leur était plus facile de piquer des manifestants isolés, qui, enhardis par l'impunité dont jouissaient les groupes organisés, s'aventuraient à casser une vitrine ou à balancer une pierre sur les flics.

Ainsi, après avoir défini la tactique des seuls autonomes, M. Joyeux met en garde le militant de la FA contre les risques qu'elle leur fait courir. Mais il y a plus grave, puisqu'il prétend que la tactique effectuée lors des affrontements fournit des arguments au PCF lorsque celui-ci parle de provocation policière.

En fait, l'article de M. Joyeux suit deux axes complémentaires : d'une part, dénaturer les affrontements en les réduisant à la seule action des autonomes et des gens abusés par eux, et d'autre part, privilégier l'arrestation de douze militants de la FA qui ne s'est pas produite au cours de ces affrontements, mais en marge. Ce qui est grave, c'est la manière dont il fait la différence entre les douze inculpés de la FA et les autres inculpés ; ceci dans les termes suivants : *« A l'audience, lundi dernier, le contraste entre les « manifestants » arrêtés et les douze militants de la FA était évident et la presse qui ne déborde pas de sympathie pour nous a été bien obligée de l'admettre ».* En quoi consistait ce contraste ? Eh bien, dans le fait que la plupart des inculpés étaient complètement démoralisés, étant accusés de pillage et de violence à agents, alors que les militants de la FA se réclamaient d'un service d'ordre, et, comme le dit Joyeux, *« tous les services d'ordre, y compris celui de la CGT qui paraît jouir d'une certaine estime auprès des pouvoirs publics, prennent quelques précautions élémentaires* **pour canaliser une manifestation où des gens mal intentionnés peuvent se glisser** ». Je crois que là, on peut se passer de commentaires, tant la coupe déborde.

Après avoir mis l'accent sur la répression, qui s'abat sur la FA, M. Joyeux alerte les prétendues organisations ouvrières en brandissant le spectre du fascisme qui, s'abattant d'abord sur les organisations ouvrières d'extrême-gauche, s'étendrait auxdites organisations ouvrières. Raisonnement classique aux gauchistes qu'on retrouve sous la plume d'un soi-disant anarchiste. Il continue à nier là le fait que les syndicats ne sont qu'un rouage du système capitaliste qui canalise la lutte de classe et qui réprime ces formes les plus radicales comme la journée du 23 mars en a été une fois de plus l'illustration.



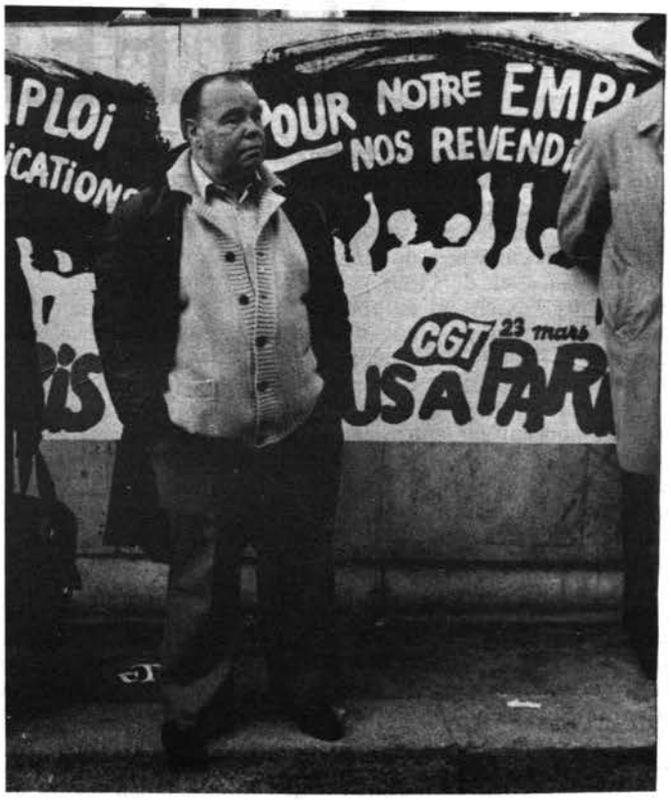
Mais Maurice Joyeux, en chef avisé, sait que la pillule risque d'être amère pour un certain nombre de militants de la FA de la région parisienne qui savent, eux, ce qui s'est passé réellement le 23 mars. Aussi, il se doit de terminer son article sur une note plus combative qui fasse miroiter des lendemains plus glorieux. C'est ainsi qu'il écrit : *« Nous sommes attentifs à la situation difficile que nous traversons et nous n'hésiterons pas au besoin à appeler les travailleurs à des manifestations, interdites ou pas, qui ne seront plus de simples promenades dominicales, mais des lignes de combat sur lesquelles il faudra combattre ou subir ».*

Si, comme le prétend M. Joyeux et la grande presse à qui il se fie, deux cents autonomes sont parvenus, en entraînant des gens avec eux, à blesser plus de cent-dix flics, alors qu'en sera-t-il avec un millier d'anarchistes armés de drapeaux noirs et de cocktails molotov, et inspirés par l'authentique pensée anarchiste sous label FA ? Au minimum cinq cents flics blessés, c'est sûr. Si cette manif peut avoir lieu, car Joyeux, en lançant cet avertissement solennel, ne risque-t-il pas d'être pris au sérieux par le pouvoir ? Dans ce cas, le pouvoir n'aura de cesse, devant ce danger, d'interdire le *Monde Libertaire* et de dissoudre la FA. Auquel

23 Mars

cas, dans cette perspective, nous sommes certains que *Front Libertaire* sera dans la triste obligation, et cela par solidarité anarchiste, d'ouvrir ses colonnes à M. Joyeux.

Un militant de Paris-Nord



rectificatif

Suite à une phrase publiée dans le 6 pages « Denain, Longwy, nous montrent le chemin » et dénonçant l'attitude objective d'indicateurs jouée par des gauchistes et en particulier par un militant UTCL de Nancy, nous avons reçu la visite « énergique » de trois militants de Nancy et d'un responsable UTCL. Ils se jugeaient diffamés. Il y a en effet une erreur. Celui qui par son comportement joua un rôle objectif d'indicateur ne s'appelle pas Antoine. Toutes nos excuses sincères, à Antoine de Nancy, donc.

Cependant le fait n'en reste pas moins vrai. A savoir : peu de temps après les affrontements avec les flics au début du Bd St Martin. Alors que le S.O. CGT ratonnait et remettait aux flics tout ce qui pouvait ressembler à un autonome et ce en particulier à la hauteur de la porte St Martin où l'UCTL diffusait des tracts ; deux militants dont un porteur de drapeau rouge et noir replié se virent interpellés de manière véhémente par un militant UTCL de Nancy qui en insulta un en disant : « t'as vu tes conneries, t'es content de ce qu'ils ont fait tes copains les provocateurs ». Phrase qui, hurlée à quelques mètres du S.O. CGT déchainé était bien pour le moins une dénonciation.

L'UTCL veut maintenant jouer sur l'erreur de prénoms entre deux militants de la même ville, qui pendant des années ont appartenu au même groupe pour nier le fait lui-même. Soyons clairs : lors de l'occupation de Libération l'UCTL parlait déjà de pratiques de type néo-nazies. A cette manif, et à ce moment, un de ses militants a bien eu cette attitude de dénonciation objective, peu importe le fait que ce comportement scandaleux ait été conscient ou non. S'il n'y a pas d'autocritique ce qui est le cas, car objectivement toujours c'était mettre en péril la santé et la liberté de militants communistes libertaires.

les réactions

« Vous me dites que c'est un provocateur, tant mieux, il fera nos plus belles motions ».

Louise Michel

Pourquoi dans une manifestation de cent mille personnes, plusieurs centaines de manifestants débordent le service d'ordre, et plusieurs milliers les approuvent, goguenards ? N'est-ce pas parce que beaucoup de militants en ont marre des manifs traîne-savates et des services d'ordre musclés dont le seul but est de contenir les gens ? Que les autonomes aient été de la fête, c'est sûr, mais ils étaient loin d'être les seuls !

« Paris à feu et à sang ! ». Soyons sérieux ! Quelques flics cabossés, trois voitures incendiées et les vitrines de magasins de luxe descendues... tous les ans se produisent de telles actions et tous les ans, la presse, l'État, les syndicats ressortent le baratin démocratique.

Il n'en reste pas moins que le rôle des flics est loin d'être clair. Saura-t-on jamais l'objectif ? Quoi qu'il en soit, les mouvements politiques et syndicaux ont toujours été fliqués, ce qui ne les a pas empêché d'agir et parfois de faire des révolutions.

Résultat : 31 inculpés dont 12 militants de la Fédération Anarchiste.

Pour ces derniers, la question est simple. Ils ont été arrêtés, parce que anarchistes, au sortir de leur local. Ils ont été inculpés, parce que anarchistes, bien que n'ayant pas participé à la manif, qui plus est aux violences.

Pour les autres, qui ne semblent guère être des autonomes militants, pourquoi les avoir inculpés, eux ? Étaient-ils ce qu'on a trouvé de plus autonome dans les 160 arrêtés ?

Ça pleurniche dans la majorité dite silencieuse : de la manif, la presse n'a retenu que les carreaux cassés ; les petits commerçants – pas si petits que cela, d'ailleurs – appellent à l'ordre ; Chirac répond présent, et Bergeron, comme d'habitude nous avait prévenus.

Le gouvernement peut bien vouloir interdire les manifs au cœur des villes, il n'empêchera pas des manifestants déterminés de s'y rendre. Il nous interdit bien de faire la révolution, y renoncerons-nous ?

CNTF-Région parisienne

Les jugements rendus les 2, 3 et 4 avril par le tribunal de la 23ème Chambre Correctionnelle de Paris sur des faits « non prouvés » et pour des « délits d'opinion » entrent bien dans le cadre répressif tracé par un pouvoir incapable de maîtriser une crise économique et sociale.

Non content de cette vague de condamnations le Parquet fait appel. Parmi ces 32 otages de l'État 12 sont condamnés parce que ANARCHISTES. Ce recours judiciaire nous montre la ferme volonté gouvernementale d'empêcher une organisation de manifester et de restreindre la liberté d'opinion à une poignée de « privilégiés ».

Seule une solidarité effective envers tous les inculpés et emprisonnés sera la réponse de l'ensemble de la population opposée à un État policier et à une escalade de la répression patronale, policière et judiciaire.

Fédération Anarchiste
le 5 avril

LE C.E.E.P.P. FACE A LA

Le CEEPP[1] est une organisation de lutte contre les méthodes arbitraires psychiatriques ; contre toute loi ségrégative qui fait des malades des sous-citoyens entraînés dans l'engrenage de l'invalidité, de la dépendance et de l'irresponsabilité. Il lutte contre l'extension du pouvoir médical, rouage parfait de l'ordre social ; pouvoir qui, à travers le développement des institutions et pratiques d'assistance, tend à limiter la liberté de gérer sa propre vie. Ceci en concentrant entre les mains des spécialistes le contrôle des relations et des mœurs. Le CEEPP considère cette confiscation sociale comme une aliénation plus préoccupante que la dangerosité sociale[2].

La proposition de loi présentée par le sénateur Cavaillet supprime le « placement volontaire » et le « placement d'office » pour mettre à leur place le « placement sans nécessité d'urgence » et le « placement urgent ». Le placement d'urgence est décidé par arrêté préfectoral à l'encontre de toutes personnes compromettant avec « danger immédiat et urgent, l'ordre public et la sûreté des personnes », sur rapport d'un officier de police judiciaire ; les mesures provisoires pouvant être prises par les maires, attestant de la dangerosité sont déjà dans l'ancienne loi. Pour le placement sans caractère d'urgence, la demande d'admission dépend du président du tribunal d'instance qui est saisi par un tiers avec un certificat médical. Mais où se porte la difficulté, c'est le recours du malade ; il n'existe pas pour les premières 72 heures, et pendant les premiers quinze jours, il n'empêche pas une période de traitement intensif. Ensuite le tribunal peut ordonner la sortie, mais si le médecin fait un certificat de maintien, nouveaux soins intensifs de quinze jours ; et si après expertise obligatoire, le médecin fait un nouveau maintien, éventuellement nouvelle tranche de soins de 90 jours. Tous comptes faits, le malade placé en détention sans état d'urgence peut être gardé 123 jours, d'où il finit par sortir obligatoirement à moins que son placement ne soit transformé en façon urgente. Méthode arbitraire ; il faut ainsi huit jours d'internement pour que le concerné saisisse le tribunal et sur les 33 premiers jours, il ne peut faire un recours que pendant vingt jours. D'autre part, rien ne définit de façon précise ce que signifie médicalement « observation » et « traitement intensif », qualificatif purement absurde qui permet parfaitement d'éviter la pente de l'« exercice illégal de médecine ».

Le sénateur Cavaillet avait annoncé des garanties ; où sont-elles ? Si l'on remarque qu'il faut des démarches longues et complexes pour le placement du malade, ce qui peut décourager beaucoup de solliciteurs, il faut souligner la limitation de 123 jours, ce qui est relativement long pour le « sans état d'urgence ». Avec toutes les difficultés psychiatriques et juridiques desquelles le malade doit se sortir, avec pour seule garantie les visites périodiques de l'autorité juridique qui peut statuer en toute autorité, à condition qu'il n'y ait pas maintien du médecin ; et on remarquera que la plupart des limites de garantie étaient prévues par la loi de 1838, par exemple la possibilité de saisir le tribunal. Et le texte Cavaillet ne précise nulle part si le malade peut s'entretenir avec l'avocat qu'il a désigné, comme il le désire. Enfin, nous pouvons comparer la peine privative de liberté en droit commun qui ne peut dépasser soixante jours, avec celle en psychiatrie de 123 jours.

Nous rappelons aussi l'arbitraire de la loi de 1838 ; défini par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, « est arbitraire tout exercice de pouvoir qui ne respecte pas la liberté individuelle et les droits du citoyen ». Donc, en ce sens est arbitraire toute procédure de privation de liberté, en-dehors du jugement d'un tribunal, dont les procédures font que celle de l'internement est arbitraire.

Les aliénistes ont fait des efforts constants pour arracher les aliénés du processus de pénalisation (article 64 du code pénal) et exiger de l'État qu'il donne un cadre juridique pour le protéger contre lui-même ou d'exercer une liberté d'aliéné. En est résultée la loi de 1838 qui met le comportement des aliénés en dehors du droit commun et des tribunaux ordinaires.

Ceci est une loi d'exception ségrégative qui prive l'individu de sa liberté par le seul fait qu'il soit considéré comme aliéné mental. Cette loi de 1838 repose sur la dangerosité de l'aliéné, pour lui-même ou autrui, l'ordre public ou la sécurité des personnes ; mais cette notion est plus que floue, car elle ne repose pas forcément sur des actes violents ou des menaces précises, mais sur la rumeur publique des « possibilités » d'actes dangereux ou sur l'appréciation du médecin. Ce n'est évidemment pas la pratique sociale, mais l'on pourrait conclure que tout patron d'usine, pour insécurité du travail, ou tout conducteur de voiture est potentiellement dangereux. Et l'on peut remarquer, dans la loi de 1838 tout comme dans celle présentée par Cavaillet, que la dangerosité des malades mentaux repose sur une analyse subjective ou ségrégative, car à l'égard des fous, on attribue la notion de dangereux inhérent, permanent inscrit dans leur tête ; alors qu'il n'existe que des situations de dangerosité. Le fameux projet de loi Cavaillet est subtil car il dit « danger de sécurité » ou « danger imminent ».

Le CEEPP n'est ni candidat au pouvoir, ni gestionnaire psychiatrique, n'a pas non plus pour but de proposer une « bonne » législation, mais il insiste auprès du législateur pour la garantie des droits du malade. La loi de 1838 nous offre à cet égard une importante panoplie de restrictions tout à fait caractéristiques, aussi bien dans le placement d'office que dans le placement volontaire ; exemple : la privation de liberté, pour une durée indéterminée, mesure prise sans décision de justice par le préfet dans le placement d'office, et une tierce personne dans le placement volontaire.

LEGISLATION PSYCHIATRIQUE

Le CEEPP n'approuve ni la proposition de loi présentée par le sénateur Cavaillet, ni le principe d'une loi d'exception ou celle de 1838.

Visant à remettre en cause les structures psychiatriques autant que ce qui les justifie, le combat du CEEPP devient dans ce sens un combat politique.

Fait par un camarade du 94, à partir d'un dossier du Centre d'Enquêtes et d'Études sur les pratiques psychiatriques.

1. CEEPP : Centre d'Enquêtes et d'Études sur les Pratiques Psychiatriques.
2. « La confiscation sociale » est le contrôle par le pouvoir médical et psychiatrique, des mœurs et relations sociales d'humain à part entière ; et la « dangerosité sociale » devient, comme le prétendent le pouvoir et sa loi, le danger potentiel que le malade représente pour la société.

Antirouille, mensuel — en vente partout: 7 F — Antirouille, 2 square Pétrelle, 75009 Paris

La fête de soutien à ANTIROUILLE aura lieu le SAMEDI 28 AVRIL, à la porte de Pantin, avec:
Little Bob Story-Béranger-Imago-Ganafoul-12°5-Orchidée-Bidon K-Rock'n Roller-Machin-Antirouille Band.

F.L. DE NOUVEAU INCULPÉ !

Aprés de nombreuses perquisitions dans ces librairies, imprimeries, et chez des particuliers, la "justice" a décidé de frapper de nouveau. Supplée par une campagne histérique des médias sur "la sécurité des magistrats", menacés par "les terroristes à la française (cf: les autonomes)", le pouvoir vient d'inculper Front Libertaire pour recel et diffusion des affiches représentant la tête de Pyerrefite surmontée d'une cible avec le texte suivant: "Le gangster, c'est lui, tirons à vue" (affiche avec laquelle nous sommes d'ailleurs en désaccord politique). Pour le moment la date du procés n'est pas encore fixée.

Iran offensive générale

Iran, la révolution reste à faire

Jeudi 22 mars. La Mutualité. Kate Mimmett à son retour d'Iran. Elle parle du mouvement des femmes là-bas. manifestations autonomes des femmes... autonomes par rapport aux partis et groupes politiques... pour leurs droits... pour leurs droits seuls.. pour que « l'autre » moitié du monde ait le droit d'exister, elle aussi... des milliers de femmes dans les rues... manifestations entièrement spontanées (Kate Millett a tant insisté là-dessus !), manifestations tellement attaquées, donc tellement dangereuses pour le pouvoir ! (pour le pouvoir en place et pour celui des « révolutionnaires » mâles !). Attaquées au couteau par des individus pour la plupart du lumpenprolétariat, des fanatiques du Coran, manipulés par la bourgeoisie... attaquées verbalement par les « gens de gauche » qui leur reprochent de « diviser » le mouvement (vous n'avez pas l'étrange impression d'avoir déjà entendu ce genre de reproche quelque part ?). Les « camarades révolutionnaires » iraniens demandent – on pouvait s'y attendre – une fois de plus aux femmes de se calmer, de patienter, de faire d'abord la révolution..., ensuite on s'occupera d'elles. C'est banal, c'est triste, c'est du déjà vu. Mais ça n'arrête pas les féministes iraniennes.

Après une semaine de manifestations, leur mouvement entre dans une deuxième phase : celle de l'organisation. Elles forment alors, selon Kate Millett, des « comités tournants » (?) « sans bureaucratie, sans hiérarchie, sans personnalité publique », de type « anarchiste ». La répression est extrêmement dure : non seulement elles doivent faire face aux agressions pendant les manifestations, mais les « milices » (citoyens armés par les comités de leurs quartiers et chargés de faire régner l'ordre) quittent les manifestations – qu'ils doivent normalement protéger, encadrer – dès que les femmes sont attaquées. Par ailleurs, ces milices quadrillent toutes les rues de Téhéran et à toute heure du jour et de la nuit, arrêtent tous les individus et véhicules de leur choix, les font mettre contre le premier mur venu, et peuvent aussi bien les relacher un peu plus tard que les abattre à la mitraillette s'ils leur semblent suspects (en plus, ils possèdent des mitraillettes depuis fort peu de temps et ne savent pas tous très bien s'en servir). Bref, c'est la démocratie, c'est la révolution, c'est la joie. Le tyran est abattu, hourrah !

Pour ceux qui sont portés à minimiser tout ce qui vient des femmes, il est bien évident que ces femmes ne luttent pas seulement pour avoir le droit de sortir dans la rue sans « chador » mais qu'elles réclament tout bonnement l'égalité avec les hommes et la liberté. (Même si le port du chador est très significatif, très symbolique de l'oppression des femmes : comme le disait Kate Millet, la femme étant la propriété de son mari ou de son père, elle ne doit pas montrer son visage ou son corps qui ne doivent être vus que de leur propriétaire ! On en revient toujours aux mêmes conclusions : la pudeur féminine inventée pour perpétuer la propriété des hommes sur les femmes, la répression du viol, par l'État, instituée pour punir un vol !).

Revenons aux manifestations des femmes. Elles n'ont pas droit à une grande publicité, en Iran. Pas une seule photographie n'a été prise par la presse iranienne ! Silence total pendant longtemps à la télévision, puis un beau jour, débat sur la question. Évidemment, les invités étaient tous des détracteurs des féministes. Kate Millet a d'ailleurs dit que la grande manifestation de femmes réclamant soit-disant de porter le chador n'était pas une manifestation appelée sur des mots d'ordre anti-féministes. Elle était bien sûr complètement manipulée par les chefs religieux et était destinée à soutenir le grand responsable de la télévision, à soutenir la censure à la télévision. Cela dit, il n'est pas étonnant que ces femmes – comme par hasard – aient porté le chador ! On est réactionnaire ou on ne l'est pas ! Il est intéressant de se demander pourquoi la presse occidentale a fait passer cela pour une manifestation anti-féministe. Pour finir sur une note d'espoir, il faut dire qu'il y avait des hommes aux manifestations féministes, des hommes de toutes classes d'ailleurs. Kate Millet a dit qu'ils se donnaient la main, formaient des chaînes qui entouraient la manifestation. Ce geste ne devant pas être interprété comme du paternalisme, de la protection bienveillante (le dernier stade de la phallocratie), mais plutôt comme une preuve de réelle solidarité. C'est-à-dire que pour ces hommes, la liberté des femmes vaut bien le risque de prendre des coups de couteau. Ils ont voulu partager ce risque. Kate Millet était toute émue en en parlant et elle a dit : « Ces hommes n'étaient pas des sympathisants tièdes. C'étaient de vrais camarades ! ».

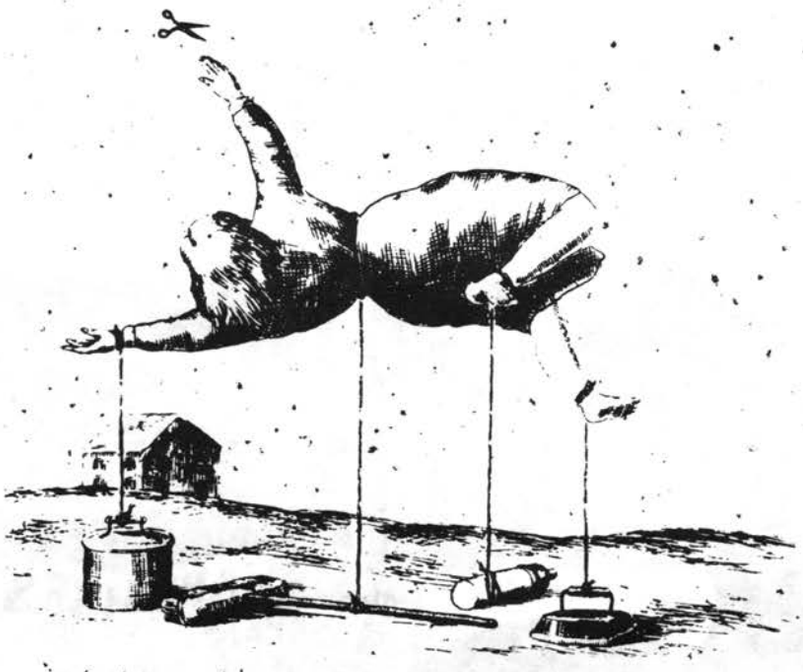
Il est nécessaire de dire que cette révolution qui a remplacé un tyran politique par un tyran religieux – cette révolution basée sur le Coran –, cette révolution qui exalte la différence de culture, la différence... ou la supériorité ? de l'Islam, la fierté patriotique du peuple, cette révolution qui soumet les prolétaires à des nouveaux chefs, à une nouvelle armée, a des milices de type fasciste (tout le monde peut en faire partie, mais tout le monde peut en être victime !) a un nouveau gouvernement ; cette révolution qui fusille ou lapide les homosexuels, assimilés à des violeurs (les « victimes » sont flagellées), cette révolution qui refuse aux femmes le droit de se libérer de la tyrannie des hommes... cette révolution n'est une révolution qu'au sens le plus mathématique du terme : un tour sur soi-même et on revient au même point. Il ne faut pas mythifier le prolétariat iranien, complètement soumis dans sa majorité à l'idéologie dominante, à cette idéologie d'esclaves. La révolution, la vraie, la révolution libertaire, reste entièrement à faire !

M.H., militante OCL Paris

e contre les femmes France

secondaire, vous avez dit secondaire ...

« J'ai vu beaucoup de pays et j'ai vu beaucoup de révolutions. Chaque fois qu'il s'agissait de défendre les femmes on me disait que ce n'était pas le moment ».
(S. de Beauvoir)



Baisse de la natalité, chômage, campagne pour le retour de la femme au foyer, salaire ménager, remise en cause de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception, le tout couronné par l'année de l'enfant. Toutes ces situations conjuguées montrent à quel point le pouvoir est décidé à remettre en cause les acquis obtenus par des années de lutte des femmes. Certains/nes pourraient considérer qu'il ne s'agit là que d'un problème secondaire à s'occuper « après ». La réalisation de la « révolution » iranienne est pourtant là pour nous le rappeler : si nous n'y prenons garde, une fois de plus, les femmes vont subir les conséquences d'une crise voulue par le patronat. Et quelles conséquences !!

Le retour de la femme au foyer

Avec force publicité, avec l'aide de certaines « féministes » (Ch. Collange) et nombre de révolutionnaires (tous ceux et toutes celles qui refusent ce combat, laissant ainsi les mains libres au pouvoir) ; l'État s'apprête à enfermer les femmes. Oh ! rassurez-vous, il ne va pas décréter que les femmes DOIVENT retourner à leurs fourneaux ! Il va seulement les mettre dans une condition telle qu'elles n'auront plus que le choix entre le chômage et la soumission financière à un mari. Voilà bien quel est l'enjeu de la bataille à mener contre le salaire ménager et le retour à la loi de 1920 sur l'avortement.

Et pourquoi devons-nous nous opposer à cette offensive patronale ? Cette question peut paraître bien archaïque dans un journal révolutionnaire... Elle est hélas bien d'actualité, comme la suite nous le montrera.

Les femmes au foyer sont des êtres isolés, enfermés dans leurs murs, coincés entre leur lessive, les courses et les enfants, n'ayant comme lien avec l'extérieur que le mari, qui n'attend d'elles rien moins que d'une bonne à tout faire entièrement à son service (puisqu'elle ne travaille pas à l'extérieur), qu'il peut mettre à la rue quand il veut avec les enfants dont elle gardera la charge (les exemples ne manquent pas.).

Les femmes au foyer sont des personnes coupées de leurs racines sociales, ne vivant l'évolution de la société que par les images qu'en donnent la radio et la télé, ou par l'intermédiaire de la lutte des autres, en particulier de leur mari (voir à ce sujet l'attitude des femmes des sidérurgistes, n'étant là, une fois de plus, qu'en soutien, en supplément, et non pas en individus à part entière : elles ne sont que « femmes de... »).

Le salaire ménager, ce demi-SMIC pour 80 heures de travail hebdomadaire (moyenne de travail pour une femme « qui ne TRAVAILLE pas »), cet attrapenigaud réservé uniquement aux femmes (pourquoi ?), ce salaire de misère qu'aucun salarié n'accepterait pour moitié moins d'heures de travail, arrive à point nommé pour appuyer la campagne pour la renatalisation de la France. Comme « ils » décident du nombre de veaux qui doivent naître par an, « ils » voudraient nous dicter à quel rythme nous devrions faire des enfants... avec une prime de rendement à la clé. Combien de femmes accepteront donc de se voir rabaissées au rang d'animal d'élevage et combien d'hommes à celui d'étalons reproducteurs ? Cela dépendra aussi de nos capacités de répondre à une telle campagne. Après, il sera trop tard pour gueuler contre la condition faite aux femmes.

L'année de l'enfant, qui tombe à pic, loin de défendre les intérêts desdits enfants (sinon, pourquoi l'État poursuit-il ceux et celles qui se sont regroupés autour de « Mineurs en Lutte » ?) est bien plus une campagne supplémentaire pour nous inciter à re-produire, une campagne publicitaire à l'échelle mondiale pour nous faire produire de la chair humaine que les femmes élèveront, nourriront, torcheront, traîneront avec elles dans les supermarchés... Bref, pour qui elles sacrifieront leur vie (n'ont-elles pas été éduquées pour cela ?), soit pour les remettre en pleine possibilité productive entre les mains de patrons qui sauront bien les utiliser pour un travail inutile et abrutissant ou comme chair à canon, soit pour qu'à leur tour, elles deviennent des pondeuses. C'est ça aussi qui est en train de se mettre en place.

Bien sûr, direz-vous, il y a les contraceptifs et l'avortement, parce qu'on n'est pas des imbéciles nous autres, on ne se fera pas prendre à leur piège ! L'inconvénient, c'est que ces possibilités seront remises en cause à la fin de l'année ; et que l'on ne se fasse pas d'illusions ; si la loi Veil a été votée, ce n'est pas selon le bon vouloir de nos exploiteurs, mais bien parce que les femmes sont descendues dans la rue, par centaines de milliers. La loi n'a fait que suivre, imposée par une lutte dure et longue, et la suppression de cette loi serait un retour de... 59 ans en arrière. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette loi est très imparfaite, et nous n'avons pas à nous battre pour légiférer une société qui ne l'est que trop[1] ; mais quelle serait notre réaction si on supprimait la loi sur les congés payés ou sur les 40 heures ? Ce que nous demandons, ce pour quoi il est indispensable d'intensifier le combat, c'est pour une contraception féminine et masculine sûre et gratuite (entre autres, la suppression de l'interdiction de la vasectomie et la mise au point de la pillule contraceptive pour les hommes, qui supprimeraient

le fait que c'est aux femmes SEULES d'assumer la contraception). Pour le droit à chaque femme de se faire avorter quand elle le veut et comme elle le veut (avec ou sans anesthésie) sans avoir à passer par le bon vouloir du personnel médical (clause de conscience qui permet de s'opposer à effectuer un avortement ; clause de conscience niée quand il s'agit de faire... la guerre !!!).

Des conséquences graves

L offensive générale du patronat et de son État contre l'émancipation des femmes consiste finalement à faire des êtres attardés, tout juste bons à fabriquer du prolétaire, c'est-à-dire de faire reculer d'autant les chances révolutionnaires en enfermant la moitié de l'humanité, avec toutes les conséquences que cela entraînera. Les révolutionnaires qui parlent d'émancipation des femmes et qui refusent le combat quand il est nécessaire (et il l'est en permanence), ne sont que de beaux phraseurs qui incluent la libération des femmes parce que cela correspond à une « morale révolutionnaire » qu'ils dénoncent par ailleurs. Si nous voulons renforcer la classe contre l'oppresseur, il faut qu'elle soit unie ; il faut s'opposer à l'enfermement de la moitié d'entre elle dans un ghetto. Comme nous nous opposons aux statuts spéciaux faits aux immigrés/es, nous devons lutter contre tout ce qui relègue les femmes au niveau d'êtres secondaires, uniquement capables d'actes « animaux » tels que la reproductions. Il nous paraît impensable que des gens qui veulent vivre dans une société libertaire relèguent au second plan un problème qui met en cause la moitié du prolétariat.

Il ne peut y avoir de révolution sans libération des femmes, nous dit-on, mais ceux/celles qui se taisent sur ce problème donnent, dans les faits, carte blanche à un pouvoir qui ne demande que ça. Et dites-vous bien une chose : casser des vitrines ne remet pas grand chose en cause (spectacle, quand tu nous tiens !), tandis que l'émancipation des femmes est une donnée INDISPENSABLE pour une solution révolutionnaire victorieuse. Or, la révolution ne se fait pas avec des femmes isolées, abruties par leurs mômes et radio-télé-publicitaro-débile, divisée en autant de « mères de famille » auxquelles on ne laisse comme seul droit que celui de décider si elle va faire des choux ou des navets pour « son » mari et « ses » enfants. Belles perspectives en réalité ! Nous reviendrons sur ce problème aussi souvent qu'il en sera nécessaire, en attendant, nous ne pouvons accepter de rester les bras croisés pendant que l'État et le patron nous attaquent d'une façon aussi déterminée. Libre à d'autres de se contenter de discours et de slogans.

1. De toute façon cette loi n'est pas appliquée, ce qui prouve qu'une loi « progressiste » reste formelle tant qu'on n'est pas capable de l'imposer dans les faits.

Une journée ordinaire

Dimanche 1er avril, 15 heures. Une régionale parisienne est prévue où nous devons parler de ces problèmes (ce n'est pas un poisson d'avril !). Il n'y a presque personne (nous sommes 8 ou 9). Nous attendons... Ils ont peut-être oublié l'heure d'été ?

A 16 h 15, toujours rien ! Trois des huit ou neuf décident d'aller à LIBÉ porter un communiqué (à propos du six pages sur la manif du 23 mars). A trois ! c'est lourd, une feuille de papier !

On parle de tout et de rien... on n'arrive pas à se décider, soit à partir, soit à commencer la régionale. Nous (c'est-à-dire celui et celle que vous avez l'honneur de lire), on en a marre : on se tire ! Il est bien évident que le thème de la discussion n'intéresse que nous deux ; que les autres meurent d'envie de foutre le camp ! (trois *ont pu s'échapper, vive LIBÉ !). Puis, au* moment de partir, il y a quand même un copain qui se décide : « de toute façon, c'est sûr qu'il n'y a personne, c'est que les copains n'ont pas envie de parler de ça ! Il y a quand même des choses plus importantes à discuter en ce moment ! ». A suivi une brève mais vive discussion où l'on a appris qu'il n'était pas possible – ou inutile – ou inintéressant – de discuter de l'avortement, de la contraception, etc., parce que :

1. il n'y avait qu'une femme présente.
2. de toute façon, à quoi ça sert de discuter ? Ce qu'il faut, c'est agir. Agir oui, mais quoi faire ? On ne peut pas se permettre de faire une manif tous seuls quand même ! Quant aux manifs de femmes, les hommes n'y sont pas admis (ce qui est faux, cf. manif du 31 mars).

Prenons un exemple : ce qui se passe en Lorraine. Pourquoi en discuter ? D'abord, il n'y a pas de sidérurgistes parmi nous ! Et puis à quoi bon les discussions ? Il faut agir ! On ne peut tout de même pas faire une manif tous seuls ! Quant aux manifs de sidérurgistes, beaucoup sont ouvriéristes, et beaucoup, beaucoup très syndicalistes : on va se faire jeter !

Ce discours, évidemment, n'aurait jamais pu être tenu. Pourquoi ?

1. Il est intéressant de parler des sidérurgistes. L'ouvrier, c'est noble (si l'on peut dire !), c'est viril. Et puis, l'ouvrier c'est l'entreprise, et l'entreprise, c'est le lieu privilégié où l'on doit préparer la révolution ! Les femmes ? En parler, ça rabaisse, c'est perdre son temps, et puis l'avortement et tout ça, finalement, c'est que des histoires de cul ! Le cul, ca va bien un moment... Comme c'est dit dans le Talmud (petit livre rouge des Israéliens) : « ta connaissance de l'homme est un trésor, ta connaissance de la femme n'est que pourriture ».
2. Il est important d'affronter les insultes de la majorité des ouvriers ! Car il est valorisant d'être admis par certains d'entre eux (CFDT Longwy). Se mêler à une masse de femmes, être confondus avec elles !!!?? Vous n'y pensez pas ! De toutes façons, elles sont grandes, elles peuvent se libérer toutes seules (au nom de l'autonomie des luttes féministes, il ne faudra pas compter sur la solidarité des hommes). De toute façon, disons-le, il n'y a que deux femmes à l'OCL Paris. Dans ces conditions, on ne va pas se mettre à parler de féminisme !

Enfin... allez savoir s'il y en aura bientôt une troisième avec cette mentalité. A partir de combien de femmes, d'ailleurs, pourra-t-on en parler ? Peut-être seront-elles obligées de faire une scission, comme à la Ligue ? Quelle horreur !

Après la grosse, grosse colère passée (tant de lamentable mauvaise foi, de phallocratie de bas étage dans sa propre organisation, c'est dur !), nous avons décidé d'agir quand même, et sans eux.

Nous avons l'intention d'écrire une brochure qui aura pour thèmes : la maternité dans notre société (étude du rôle de la mère, la façon dont les femmes vivent la maternité, ce qu'elle change dans la vie, etc.) et aussi – car tout cela est lié – la contraception féminine et masculine, l'avortement, la femme au foyer, son salaire éventuel, etc. C'est vaste ! Nous comptons aussi faire des tracts et une (des) affiches. Tout cela pour la propagande. Mais on peut peut-être aller plus loin ? C'est pourquoi nous demandons à tous ceux et celles qui ont des idées d'actions ou simplement envie de discuter avec nous de tous ces problèmes, de nous écrire très vite !! à : GROUPE OCL PARIS-NORD - 33, rue des Vignoles – 75020 Paris.

M.H. et G. (et réciproquement)
OCL-Paris Nord

Elles ne vivent que par les autres.

Chronique de la phallocratie au quotidien

TROUVÉ DANS ROUGE N° 860 : Un article signé Simone Hamelin intitulé : « Les femmes et l'Europe avec l'accent du 16e » et qui raconte « un colloque pas triste à l'Hôtel intercontinental » entre des femmes bourgeoises – et d'un certain âge – à propos de l'Europe (comme vous l'aviez compris). Cet article qui insiste sur leur côté « réactionnaire et antipathique en diable » est présenté sous la rubrique... « Ménopause » !!

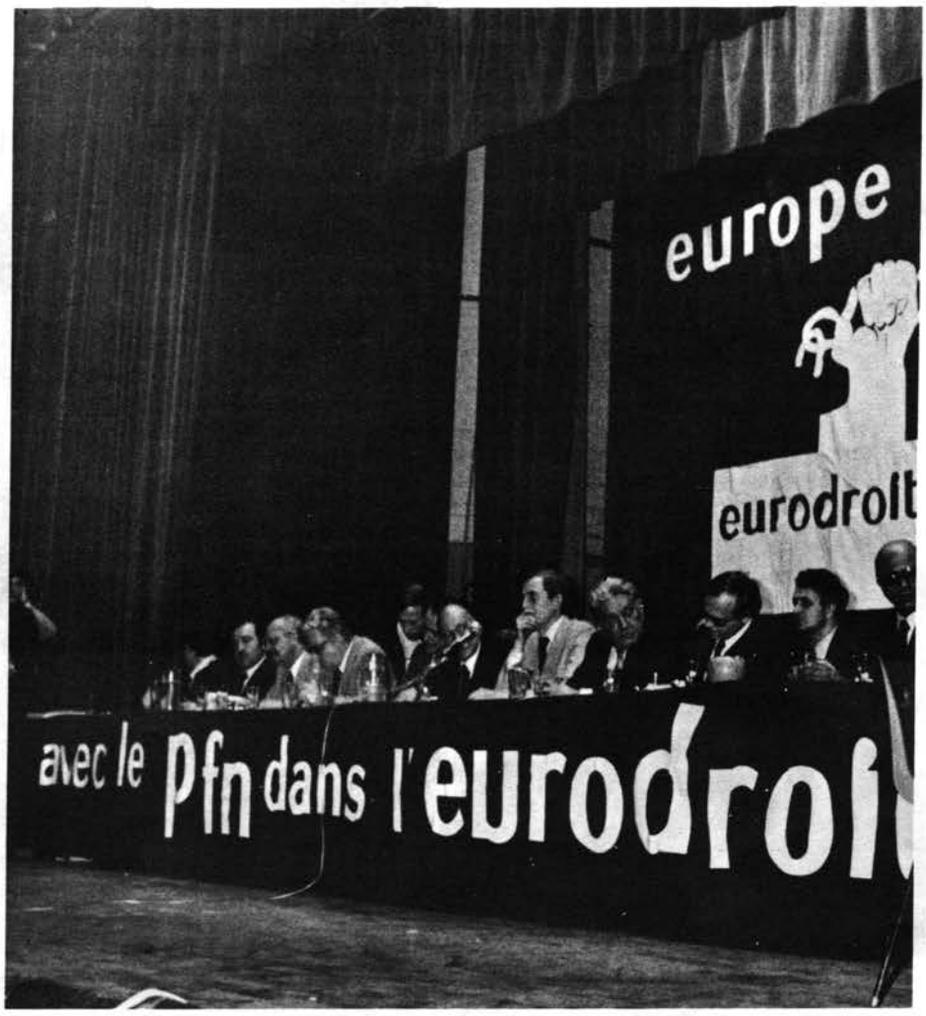
C'est pas la peine de cacher votre indécrottable phallocratie sous des tonnes d'articles refusant de considérer la femme sous le seul angle de la procréation. Pour « Rouge » : MÉNOPAUSE = VIEILLE, PLUS BONNE A RIEN.

AU SUIVANT ! Dans le six pages « Spécial 23 mars » fait par l'OCL-Paris, on peut lire, en bas de la page 2 : « Ils (les flics) courent de tous les côtés, grenadent au hasard à coups de lacrymos, des vieux, des femmes et des gosses, l'héroïsme n'a pas de limite chez les idiots ».

Une fois de plus, pour l'auteur de cet article, il est avilissant de s'affronter aux vieillards, aux femmes et aux enfants, car ce sont des êtres fragiles, à protéger, et tout et tout... De plus, à l'en croire, tous les « vieux, femmes et gosses » ne pouvaient être à cette manifestation que par hasard... Aucun d'entre eux n'était venu POUR se battre !!

PS – Pensez-vous vraiment que le fait d'être homme et en pleine force de l'âge protège des effets des lacrymos et des coups de matraque ?

De l'anti-fascisme à la collaboration



Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans le numéro 24 de IRL (Informations Rassemblées à Lyon), cet article ayant entraîné pour son auteur une inculpation d'incitation à la violence. P.P. GOEGAN risque l'extradition demandée par la police alors qu'il est en surveillance de la part de la justice. Nous affirmons que le droit de débattre de la violence – comme au moment de l'inculpation de F.L. pour le texte de mise au point des NAPAP – ne se mendie pas. Par solidarité, nous publions donc entièrement ce texte écrit avant le meeting de l'Euro-droite à Lyon. Au lecteur/trice de retrouver les passages incriminés.

AU-DELA DU MEETING DE L'EURO-DROITE DE L'ANTI-FASCISME A L'ANTI-INSTITUTIONALISME*

26 janvier ou 6 février, le meeting de l'euro-droite qui aura lieu à Lyon pose les mêmes problèmes que ceux qui, à Paris ou à Marseille, ont déjà réuni les réactionnaires officiels d'Europe. D'un côté, la continuité de l'engagement anti-fasciste confirme son caractère nécessaire, d'un autre il impose un élargissement de l'horizon politique et social de l'opposition aux défenseurs de l'ordre établi. Notre action ne peut s'enfermer dans le cadre étroit de l'anti-fascisme mais doit évoluer vers une opposition visant toute forme d'institutionalisme*. L'ennemi n'est pas seulement le fascisme et ses diverses formes, mais les institutions* tout court.

NON AUX EURO-INSTITUTIONS

Le renouveau de l'extrême-droite, en effet, se situe dans un contexte européen marqué par un rétrécissement grandissant des espaces politiques et une répression croissante de toute forme d'opposition anti-institutionnelle. Le fait nouveau, maintenant, c'est que ce sont les forces politiques se réclamant de la classe ouvrière et des exploités, tels les partis de gauche et les centrales syndicales, qui se sont mises à la tête de ce mouvement de sauvegarde et de défense des institutions, à un moment où ils sont où ils sont en train d'accéder à la gestion du pouvoir. En conséquence, ces formations continuent à se réclamer de l'anti-fascisme, à revendiquer un passé de résistance aux régimes nazis fascistes, tout en se chargeant, actuellement, de guider l'action de défense des institutions menacées. En Espagne, comme en Italie, ce sont les formations de gauche, parti communiste en tête, qui se signalent dans la répression de toute opposition. Ces jours-ci, Marcelino Oreja, ministre espagnol des Affaires étrangères, rencontre son homologue François Poncet pour prendre des mesures (répression) à propos de la présence et de l'activité des réfugiés basques en France.

N'est-ce pas Carrillo qui, dernièrement, invitait les autorités à agir pour déraciner cette source de troubles ? N'est-ce pas la bande à Berlinguer qui se signale par sa haine anti-autonome (les nouveaux « escuadratistes » fascistes, comme aime à le rappeler la presse du PCI), par la répression de toute forme d'opposition, par le soutien à la loi Reale (droit de tirer à vue pour la police) aux lois anti-terroristes, aux renforcements des pouvoirs de la police, à l'accroissement du contrôle social sous toutes ses formes. N'est-ce pas l'anti-fasciste Brandt qui, en Allemagne de l'Ouest, a promu la chasse aux opposants et l'institutionnalisation du suicide des révolutionnaires emprisonnés à perpétuité ?

Certes, les fascistes existent toujours, on peut les identifier à travers leurs caractéristiques historiques propres, mais ça ne suffit pas, car les exigences d'ordre, de contrôle, se sont transformées et ont pénétré la gestion du pouvoir faite par les partis de la gauche qui l'ont atteint ou qui le visent.

Ce n'est pas par hasard si les meetings de l'euro-droite (sigle prétentieux qui veut se poser comme une alternative à l'euro-socialisme et à l'euro-communisme) coincident avec l'échéance institutionnelle des élections européennes de juin prochain. On assiste en effet à un étrange jeu intra-institutionnel parmi les différentes forces politiques qui, toutes, se reconnaissent dans les institutions au nom desquelles, les unes veulent interdire le meeting, les autres veulent le tenir. C'est ce qui se passe actuellement à Lyon, après l'annonce faite par le PFN de sa volonté de se réunir avec ses amis fascistes de Grèce, d'Espagne et d'Italie, dans sa perspective d'une participation aux élections européennes et de la construction d'une Europe d'extrême-droite.

D'où cette contradiction qui néanmoins reste seulement apparente. L'ordre public que toute force institutionnelle est censée avoir à cœur de défendre, permet aux fascistes d'avoir leur place au parlement et les empêche de se réunir en public.

Au parlement, national ou européen, peu importe, d'accord ! Sur la place publique, non, l'ordre en est troublé ! Ben voyons...

La voie institutionnelle pour atteindre le pouvoir passe cette année aussi par les élections européennes. Toutes les formations politiques essaient d'y participer. Des libéraux aux communistes. Mais aussi l'euro-droite,, et l'extrême-gauche ?

L'euro-socialisme, l'euro-communisme, l'euro-droite poursuivent le même but : le renforcement des institutions. Non aux euro-institutions !

Manifestation anti-fasciste à Lyon ,le 6 Février contre le Meeting de l'Euro-droite.On remarquera la volonté farouche des gauchistes de.....parader! P.S.:Est-ce que tous les drapeaux numérotés sont bien revenus au local?

LES CIBLES DE TOUS LES JOURS

Nous on n'a rien à foutre des démarches auprès des autorités, pour leur mendier l'interdiction du meeting de l'euro-droite.. Nous on est opposés à toutes les interdictions, en tant que telles, qu'elles nous concernent directement ou pas. Dans la mesure où on a le consensus politique de masse, on supprime les conditions d'existence mêmes du fascisme, y compris dans ce cas l'utilisation du palais des sports. Au demeurant, en participant à une folklo-manif, dans les spacieux boulevards qui entourent le palais (comme ça les flics et les fascistes pourront s'en donner à cœur joie !), on est obligés de seconder un anti-fascisme verbal désuet, typique de la gauche institutionnelle. En plus, on est obligés de nourrir l'anti-fascisme démagogique des partis et syndicats, quotidiennement complices de la gestion du pouvoir à tous les niveaux et de l'exploitation et du contrôle social.

Le danger fondamental est, notamment, de tomber dans le soutien à une logique institutionnelle qui profite seulement et entièrement aux forces qui, de toutes manières, n'existent que pour et par les institutions. On refuse en effet une descente dans la rue qui, si elle ne fait pas de mal aux patrons, profite bien à ceux qui souhaitent prendre leur place. En ce qui concerne le meeting de l'euro-droite, le seul terrain d'entente possible, d'union et de lutte, doit résider dans l'anti-institutionalisme. Le but, miner, abattre, miner l'édifice institutionnel afin d'ébaucher une possibilité de libération sans retour. On sait trop bien que ce terrain s'oppose à la stratégie d'une extrême-gauche soi-disant révolutionnaire, entraîne une cassure de sa pratique. On ne va pas cautionner, au nom d'un anti-fascisme qui change de contenu, une soumission à la logique institutionnelle des partis de gauche, des forces syndicales, des chiens de garde des institutions.

Il n'empêche qu'une mobilisation sur le terrain de l'anti-fascisme spécifique doit être faite aussi à l'occasion du meeting qui se tient dans notre ville, *mais elle sera plus efficace si elle se diversifie en frappant nombre de petites cibles, lieux de rencontre, d'exploitation, de décision des fascistes, des sièges d'associations réactionnaires aux boîtes intérimaires de travail au noir qui nourrissent notre exploitation quotidienne.*

L'interdiction n'est pas notre affaire, la lutte contre la présence institutionnelle sous toutes ses formes constitue en revanche notre tâche.

PP. GOEGAN

* Par « institution », on entend aussi bien les grands appareils politiques, syndicaux ou étatiques que l'ensemble du quadrillage institutionnel chargé gérer notre vie quotidienne dans le cadre de l'ordre existant.. et à venir...

G.R.I.T.: Action directe contre l'armée

Le 8 novembre 78, la veille où Bourges prononçait à l'Assemblée nationale un virulent discours contre le mouvement anti-militariste, une commission rogatoire était lancée sur plainte du ministère de la Défense contre le GRIT et ses présumés membres. La police judiciaire, sous les ordres d'un commissaire divisionnaire, déclenchait une opération en direction de différents groupes de soutien et de journaux anti-militaristes soupçonnés de « sympathie » pour les insoumis totaux clandestins. L'opération devait finalement se solder par un échec et le GRIT renforça sa clandestinité.

Suspendant durant quelques semaines ses interventions offensives, le GRIT travailla à développer son infrastructure, renforcer son réseau et débattre de la situation actuelle et des décisions à prendre face à la répression.

1. Nous réaffirmons l'importance de structures clandestines permettant aux camarades recherchés de se soustraire efficacement pour l'instant aux recherches et à la répression.

2. Nous réaffirmons l'importance des actions directes en tant qu'actes de propagande par le fait, en tant que moyen d'expression (parmi d'autres...) et en tant qu'attaque directe contre les autorités civiles et militaires.

3. Conscients du risque de ghettoïsation du mouvement et les tares qui en découleraient inévitablement, nous mettrons tout en œuvre, dans la mesure de nos moyens, pour briser le silence fait autour des insoumis et autour du mouvement d'insoumission totale, civile et militaire. Nous renforcerons à cet effet nos moyens de propagande et d'information.

4. Conscients du désir de l'État de nous situer dans une violence de type suicidaire, dont il aurait aujourd'hui besoin comme cliché-justification à un renforcement de son quadrillage généralisé, nous affirmons que nous ne tomberons pas dans ce jeu.

5. Malgré la criminalisation actuelle des actions symboliques et les lourdes peines qui les sanctionnent, malgré nos mandats d'arrêt pour insoumission et notre commission rogatoire, conscients de la volonté du pouvoir de réduire progressivement l'espace de la révolte afin de la faire entrer dans le camp étroit et contrôlé d'une légalité dont il a lui-même fixé les normes et les bornes, nous annonçons la poursuite du harcèlement des hiérarchies civiles et militaires par des interventions directes spectaculaires. Nous continuerons simultanément à assumer l'insoumission totale comme nouvelle forme de lutte partout où il est nécessaire de battre en brèche l'autoritarisme, la résignation et la misère de nos survies quotidiennes.

Ici ou ailleurs, à bientôt.

GRIT
Groupe Révolutionnaire
Insoumission Totale

Intervention du GRIT contre un état major militaire(grenades fumigénes).

C'est par le Musée des Armées, situé dans l'enceinte de l'Hôtel des Invalides, siège du Gouverneur militaire de Paris, que le GRIT avait décidé de relancer son harcèlement contre les autorités civiles et militaires, par actions directes.

Samedi 31 mars, un groupe d'insoumis totaux, profitant donc de la foule anonyme des touristes, se glissait subrepticement dans ce temple de la bêtise militaire.

Après avoir fait mine de s'intéresser aux reliques en loques et aux uniformes souvent clownesques exposés dans les principales salles, nos tristes individus finirent la visite dans les toilettes du rez-de-chaussée, toutes proches de la salle du cinéma militaire.

Ils y déposaient un engin fumigène de forte puissance, éparpillaient des tracts dans le couloir et bloquaient les portes des WC de l'extérieur à l'aide de pinces spéciales.

Leur sinistre besogne accomplie, ils s'éclipsèrent discrètement, avant qu'un nuage de fumée ne vienne épaissir lourdement l'atmosphère du Musée des Armées.

« Décidément, l'ambiance militaire devient de plus en plus irrespirable ! », pensèrent les touristes, évacués un mouchoir sur le nez...

INSOUMIS TOTAUX

Depuis quelques semaines, les autorités militaires s'activent pour arrêter Vaima insoumis total en cavale depuis un an et demi.

En décembre, elles tentent de l'arrêter en faisant des descentes à trois adresses différentes (parents, amis, copine...)

Début janvier, toujours bredouilles les gendarmes affichent une convocation de procès dans l'immeuble de son dernier domicile connu. Mais en février, Vaima apprend qu'une commission militaire a décidé de repousser le procès par défaut et d'activer les recherches.

Une brochure intitulée « Vaima itinéraire d'un insoumis, sa lutte contre l'armée et contre la prison » vient d'être éditée par le GSI (320 rue Saint Martin 75003 Paris, en chèques barrés non libellé ou en timbre). Onpeut aussi se la procurer dans les librairies parallèles.

Trois vendéens, Bouffandeau, Favreau et Clautour ont le 16 décembre 77, renvoyé leur livret militaire en soutien à B. Thouzeau et A. Boucher, jugés à nantes pour le même délit. Ils seront jugés à Paris le 25 avril. C'est la première fois que l'on juge des renvoyeurs de livrets hors du lieu d'habitation ou de délit. Les trois renvoyeurs de livrets ont décidé de ne pas être présents à l'audience et de plaider « l'incompétence du tribunal ».

QUAND LA LIBERTÉ S'ARRETE AUX PORTES DES CASERNES...

L'exemple suivant en constitue une preuve supplémentaire : Claude DUFOUR originaire de Longwy, est est incorporé en février au 6e R.G. d'Angers. Début mars, la hiérarchie militaire le met aux arrêts de rigueur pour 30 (puis 40) jours. Motif : a pris la parole à un rapport. Il ne peut accepter sa détention (23 heures sur 24 dans une pièce de 2m sur 4) et entame une première grève de la faim le 12 mars.

Transféré à l'hopital militaire de Rennes le 21 mars, il cesse alors sa grève de la faim. Le 30 mars il est muté au 13e R.G. à Trèves où il est immédiatement remis en cellule. Le 31, il reprend sa grève de la faim accompagnée d'une grève de la soif. Après 4 jours de grève il est transféré à l'hopital militaire où il suspend à nouveau sa grève.

Depuis le 6 avril, il est enfermé 23 heures sur 24 dans une cellule insalubre.

Collectif de lutte antimilitariste
c/o Le Temps des Cerises
8 bis, rue Gustave Simon
54000 Nancy

Le C.L.A.C. (Cercle de Loisirs, d'Animation et de Création) propose ses activités aux jeunes de 3 à 90 ans et plus ! Dans un objectif libertaire : création, autonomie, vie collective enfants-adultes, dans un climat anti-autoritaire.

Que ceux et celles qui veulent respirer hors de l'école et des structures bien programmées viennent se joindre à nous.

Chaque samedi à partir de 15 heures 223/225, rue de Charenton 75012 Paris métro Dugomier (dans le local de la compagnie du sourire).

K'ANAR

Le secrétariat sud-ouest de l'OCL avait édité un numéro 0 de « Salanar », bulletin de liaison et d'information spécifique destiné essentiellement à ses sympathisants. Mais très vite, le bulletin a débordé le cadre de cette organisation et est devenu de fait un bulletin de liaison et d'information libertaires du grand sud-ouest... »

Et comme ça ; on arrive au numéro 9 de « **K'Anar** » avec des infos locales, générales, et des textes de débat.

DU BULLETIN APL AU « REVEIL ANARCHISTE »

Le « Réveil anarchiste » remplacera le bulletin APL (Agence de Presse Libertaire Suisse) dont c'est le dernier numéro. Nous avons décider de reprendre le nom du journal fondé par Luigi Bertoni en 1900 et qui a parut régulièrement jusqu'en 1947.

Face à la faillite du capitalisme et à l'écroulement des espoirs placés par certains dans le communisme marxiste, l'anarchisme apparaît de plus en plus clairement comme la seule alternative garantissant les libertés et l'épanouissement des personnes.

Par le « Réveil anarchiste », nous voulons donc exprimer la jonction entre les aspirations anti-autoritaires apparues depuis 1968 et le projet anarchiste dont les bases furent esquissées au sein de la « Fédération jurassienne ».

Parrallèlement, nous avons lancé une « Liaison libertaire » qui a pour buts de construire une « Fédération Libertaire » et de développer les initiatives et les pratiques autogestionnaires.

Le « Réveil anarchiste » paraîtra six fois par an et aura, outre son rôle d'information, un rôle de reflexion et de formation. Entre les parutions, nous transmettrons aux abonnés des feuilles concernant des informations urgentes.

L'abonnement coûte 20 F. pour 10 numéros. L'abonnement de soutien, plus que 20 F ! A verser au CCP 12-7505 Genève (en mentionnant « Information & Contacts ».

– APL Case postale 114 1211 Genève 8 ou Postfach 686 8026 Zürich

– Fédération Libertaire des Montagnes Case postale 621 2300 La Chaux-de-Fonds

Le C.I.R.A. (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme) à été fondé à Genève en 1958, et le CIRA-Annexe de Marseille s,est constitué en 1965. Les documents et les collections réunis en font un des plus importants centres d'archives et de documentation anarchiste comprenant :

4 000 ouvrages et autant de brochures (en 27 langues).

un catalogue d'environ 700 périodiques anarchistes classés.

des archives (de militants, de groupes, d'organisations anarchistes).

Le C.I.R.A. a pour but :

De mettre à la disposition de ses membres cet ensemble de documents et en particulier la bibliothèque.

De renseigner TOUTE PERSONNE INTÉRESSÉE quelle que soit sa qualité.

De susciter et encourager les recherches historiques, sociologiques, littéraires et bibliographiques sur l'anarchisme.

Mais il a besoin de votre soutien !

pour lui permettre de se développer, plusieurs formules s'offrent à vous :

– Dons de toutes natures (envois d'ouvrages, de brochures, de tracts, d'affiches... et de tous documents relatifs à l'anarchisme).

– Adhésion combinée (Genève-Marseille) donnant droit à l'abonnement au bulletin : cotisation annuelle (minimum) : 50 F

– Adhésion au groupe de Marseille des « Amis du CIRA » (par an, minimum) : 100 F

(Bien entendu, si vous estimez que cet apport financier est dérisoire, vous pouvez aussi reversez 10% de votre salaire ou plus.. à votre choix et selon vos possibilités !)

Pour tous renseignements complémentaires écrire au :

C.I.R.A. Case Postale 51 - C.H. 1211 Genève (timbrer à 1,50 F)

ou s'adresser à l'Annexe de Marseille :
C.I.R.A. B.P. 40 13382 Marseille Cedex 4

Pour tout envoi de fonds : Georges Moraldo, 22, rue d'Aubagne, 13001 Marseille CCP 5 000 - 49 Marseille

---

On a reçu du groupe libertaire stéphanois, le numéro 5 de « **Le Canar-chie** », avec des articles sur Manufrance, le nucléaire, la guerre, et les autonomes (sont-ce des extra-terrestres ?) et tout sur la vie d'Emma Goldman.
Adresse : C.N.T./salle 15 bis Bourse du travail St. Étienne.

Réunion de la coordination des squatts, le lundi à 18h, au 46, rue du Pré St-Gervais. (Métro: Place des fêtes)

BARABAJAGAL association écologique vient d'éditer un superbe autocollant, orange et vert, « Je condamne absolument l'énergie nucléaire » 14 cm x 18. Prix : 3 F pièce, 25 F les 10, 50 F les 25, 150 F les 100, 200 F les 200. Paiement joint à la commande, pas de mandat merci. BARABAJAGAL diffuse aussi 5 enveloppes anti-nucléaires et différents autocollants. Liste et tarif contre une enveloppe timbrée. BARABAJAGAL 03250 LE MAYET DE MONTAGNE.

BARABAJAGAL
03250 LE MAYET DE MONTAGNE

Le Radis Noir numéro 6 (celui qui est après le 5), numéro d'avril/mai 79, est sorti

Au sommaire : la crise a bon dos !

– Élections, c'est reparti pour un tour !

– Répression familiale et psychiatrique à Amiens.

– Un nouveau super-marché pourquoi faire ?

– Xavier Baudry, de Creil, insoumis, a été libéré, mais reste inculpé.

– Licenciements à Noyon.

Le Radis Noir : BP 11 60400 Noyon Cedex

On n'était pas au courant, quelle honte ! on nous communique qu'il existe un journal de contre-info libertaire sur l'Aisne. Et il en est à son deuxième numéro ! Bref, au sommaire de **l'ACARIATRE** numéro 2, il y a : les radios libres, l'objection de conscience (OP 20), les élections, une rubrique sociale, et des poèmes. L'abonnement coute 15 F pour 5 numéros.

Adresse : Dominique Lestrat - BP 57 02202 Soissons Cedex

Le 21 avril à partir de 17 h à la MJC des Preles, à Épinay-sur-Seine, aura lieu la fête de **Banlieue d'banlieue**, mensuel d'information et d'expression libre du 93, avec au programme :

- Film : « Alertez les Bébés », « Mme X., ce qu'elle fait », un montage diapo sur le nucléaire.
- Débats : Larzac, Femmes, CRIN, etc.
- Musique : Bossa nova (sud-américain), Félix et Gérard (guitaristes), Paco et ses copains (poèmes, musique), Siskin (folk irlandais), Les teutons flingueurs, plus du théâtre, de la bouffe, des boissons et des stands.

Entrée : 15 F.

A L'INITIATIVE DES LIBERTAIRES INORGANISÉS ET ORGANISÉS

Des libertaires dans l'enseignement se sont réunis le mercredi 28 mars. Nous étions une dizaine d'enseignants (primaire et secondaire surtout), et quelques étudiants. Le regroupement est ouvert à tous ceux qui sont concernés par le problème de l'éducation : éducateurs, lycéens, etc.

L'objectif premier était de rompre l'isolement des enseignants, éducateurs, lycéens, étudiants... libertaires. Plusieurs points de vue sont apparus : certains pensent qu'on peut lancer diverses initiatives dans tous ces secteurs, le secteur lycéen étant mobilisé actuellement ; d'autres, ayant quitté les syndicats, se sont posé le problème d'une structure et d'une intervention concrète, constatant actuellement une inertie dans ce milieu alors que des problèmes graves se posent. Certains sont encore dans les syndicats.

Chacun a relaté son expérience : en règle générale, des gens insatisfaits fuient les syndicats, se trouvent isolés mais ont envie de faire quelque chose.

Propositions qui sont ressorties de cette réunion :

Ces gens doivent se regrouper, se confronter, faire un bilan des luttes actuelles, des tentatives de luttes, des expériences positives. Nous devons (faire aussi le bilan) analyser concrètement et localement pourquoi nous nous trouvons coïncés et essayer de rompre cet isolement en voyant ce qui se dégage de ces différents secteurs.

Pour cela nous avons proposé à cette réunion de nous lancer dans un bulletin de coordination pour septembre 1979 :

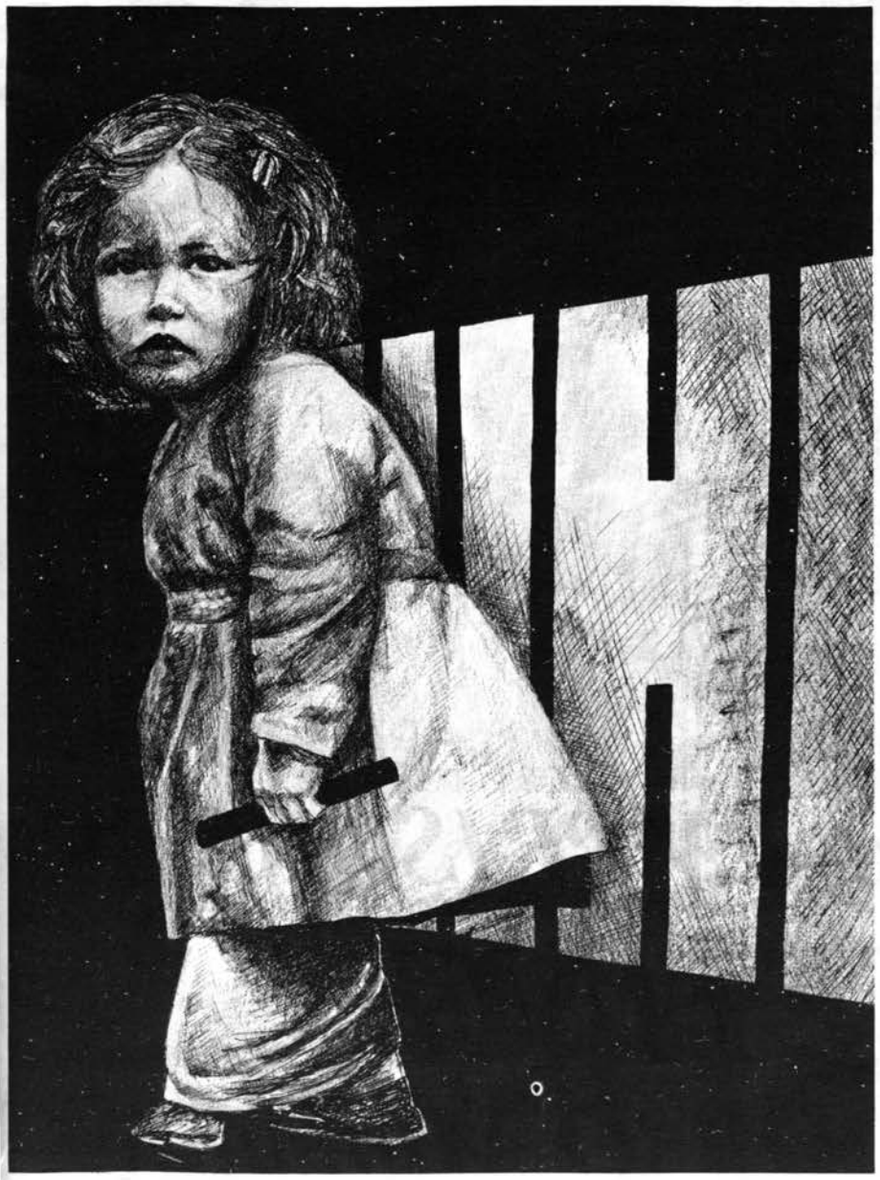
Tous les articles, toutes les contributions, toutes les idées, tous les projets seront les bienvenus.

Pour la région parisienne : PROCHAINE RÉUNION : LUNDI 7 MAI - 20 H, au local du groupe Emma Goldman - 51, rue de Lappe – 75011 Paris, métro Bastille.

Cette circulaire est disponible : 33, rue des Vignoles – Paris 20e et 51, rue de Lappe – Paris 11e.

Amitiés anarchistes.

Liaison des Libertaires dans l'Éducation



RADIOS

A Vitry,depuis Juin 78,une radio libre(Radio Cortizone)sévissait sur 101MHZ.Les émissions,au début,c'était l'équipe de la radio qui les faisait.Puis,ils décidérent de ne plus"faire parler" les groupes intérréssés,mais de leur laisser faire eux mêmes leurs émissions en leur "livrant la technique".

RADIO CORTIZONE émettait régulièrement (tous les vendredis).Trop dangereux surement...car les gognôts et les cars de flics sont arrivés.Mais la radio n'était pas là!Les gars qui émettaient étaient ailleurs.....Le matériel fut donc sauvé!Ne pouvant plus émettre,ils se dissolvent(provisoirement.. Suite à l'intervention policiére du 2 Mars,3inculpations suivirent:Mrs GENEST,SCHARF, LOUSTE,furent inculpés de "violation du monopole de la radiodiffusion".

Le vendredi 6 Avril,devant le juge d'instruction de Créteil,Mrs GENEST et SCHARF (président et vice président de l'ADEL°)reconnaissent appartenir à R.C.Ils comparaitront devant le tribunal et sont préts à récidiver.

Une nouvelle radio est en projet;les assoiciations seront totalement participatives et le groupe émetteur ne sera plus fixe.Les émissions seront peut-être publiques.Ils émettront sur un secteur large.

Pour tout contact:R.C.
Chez ADEL
B.P. 105
94400-VITRY

Les projets sont modifiables selon les gens qui s'y inséreront.

Un libertaire Vitriot inorganisé.

°ADEL:Association de Défense de laa Liberté d'Expression.

DENAIN LONGWY PARIS

LA REVOLTE GRONDE.

L'etat prend des otages
Les syndicats collaborent.

LIBERONS les EMPRISONNES

MEETING

23 AVRIL 20h30 Mutualité